

◀ Communiqué de la fédération SUD éducation ▶

#pasdevague : SUD éducation dénonce fermement les solutions sécuritaires annoncées par le ministère

Ce vendredi 26 octobre, le ministre de l'éducation nationale, le ministre de l'intérieur et la ministre de la justice ont annoncé des mesures pour lutter contre la violence scolaire. Ces annonces font suite à l'incident ayant touché une enseignante à Créteil et aux réactions qui ont suivi sur les réseaux sociaux, notamment sur twitter autour du hashtag #pasdevague.

La prise en charge conjointe par les trois ministères montre bien l'optique des mesures prises. Et le fait est qu'elles sont à sens unique : policières, sécuritaires et réactionnaires :

- ouverture de 20 nouveaux centres éducatifs fermés (en plus des 52 déjà existants)
- mise en place de "centres d'accueil de jour" pouvant être encadrés par des militaires ou des policier-e-s
- simplification des conseils de discipline
- "mesure permettant d'impliquer les familles", vraisemblablement la suppression des allocations familiales
- augmentation du nombre de policiers aux abords des établissements

SUD éducation dénonce fermement et sans ambiguïté ces mesures rétrogrades. Le ministère exploite la souffrance au travail des enseignant-e-s pour donner des gages aux franges les plus réactionnaires de la société. La solution ne viendra certainement pas d'une approche sécuritaire et répressive mais de réels moyens pour l'éducation : création massive de postes, baisse généralisée du nombre d'élèves par classe et la fin de la précarité.

À l'heure de #pasdevague, SUD éducation porte haut et fort ses revendications pour l'amélioration des conditions de travail des enseignant-e-s et d'études des élèves et pour une école égalitaire et émancipatrice.